

Le pouvoir aux travailleurs

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

19 MARS 2022

N° 282

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr



Éditorial

**FACE À LA NOUVELLE FLAMBÉE DES PRIX, LES TRAVAILLEURS DOIVENT SE MOBILISER
POUR DÉFENDRE LEURS INTÉRÊTS DE CLASSE**

Page 3 - 4

ZONE INDUSTRIELLE
DE PK 24 : IL FAUT QUE
LE TRANSPORT SOIT
ENTIÈREMENT À LA CHARGE
DES PATRONS !

Page 5

UNE AUGMENTATION
GÉNÉRALE DES SALAIRES
EST INDISPENSABLE FACE À
LA FLAMBÉE DES PRIX

Page 8

LA GUERRE EN UKRAINE,
UNE CATASTROPHE POUR
LES PEUPLES, DES AFFAIRES
EXCEPTIONNELLES
POUR LES MARCHANDS DE
CANONS

Page 15 - 17

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- FACE À LA NOUVELLE FLAMBÉE DES PRIX, LES TRAVAILLEURS DOIVENT SE MOBILISER POUR DÉFENDRE LEURS INTÉRÊTS DE CLASSE	3 - 4
- ZONE INDUSTRIELLE DE PK 24 : IL FAUT QUE LE TRANSPORT SOIT ENTIÈREMENT À LA CHARGE DES PATRONS !	5
- À NUTRI COMME AILLEURS : LA GROGNE CONTRE LES BAS SALAIRES POURRAIT SE TRANSFORMER EN GRÈVE SALUTAIRE.....	5 - 6
- FONCTION PUBLIQUE : DES TRAVAILLEURS FONT FACE À LA REPRESSION.....	6
- POSTE DE CÔTE D'IVOIRE, NON AUX SALAIRES IMPAYÉS !.....	6 - 7
- UNE AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES EST INDISPENSABLE FACE À LA FLAMBÉE DES PRIX.....	8
- EFFONDREMENTS D'IMMEUBLES : L'HÉCATOMBE CONTINUE ET LES AUTORITÉS VERSENT DES LARMES DE CROCODILE	9
- BLAGUER TUER !.....	10
- POUR ARRIVER À LA SOUPE, ILS SONT PRÊTS À REMUER LA PUANTEUR !.....	10 - 11
- 2030 : ON N'EST PAS DEDANS !	11
- IL FAUT AUX TRAVAILLEURS DES LOGEMENTS DÉCENTS.....	12
- COUPURES INTEMPESTIVES DE COURANT, LES DIRIGEANTS DU PAYS SONT RATTRAPÉS PAR LEURS FANFARONNADES	12 - 13
- ÉDUCATION NATIONALE OU COMMENT FAIRE LONG CE QUI PEUT ÊTRE COURT !	13 - 14
- AFFAIRE D'EMPLOIS, CE N'EST PAS MAGIE-MAGIE !	14
- LA GUERRE EN UKRAINE, UNE CATASTROPHE POUR LES PEUPLES, DES AFFAIRES EXCEPTIONNELLES POUR LES MARCHANDS DE CANONS	15 - 17

E d i t o r i a l

FACE À LA NOUVELLE FLAMBÉE DES PRIX,
LES TRAVAILLEURS DOIVENT SE MOBILISER
POUR DÉFENDRE LEURS INTÉRÊTS DE CLASSE

Les populations des pays pauvres, notamment sur le continent africain, sont menacées par une nouvelle flambée des prix consécutive à la guerre entre la Russie de Poutine et l'Ukraine. Cette guerre a des conséquences sur l'approvisionnement de nombreux pays en blé, gaz et pétrole entre autres, mais c'est principalement la rapacité des spéculateurs qui en aggrave les conséquences et étrangle les populations les plus démunies. Sinon comment expliquer par exemple que dès le premier jour de la guerre, le sac de farine de 50 kg a augmenté subitement de 3 000 francs CFA, passant de 16 000 à 19 000 francs CFA au Gabon. C'est à peu près le même phénomène qui est observé dans de nombreux autres pays africains : Egypte, Soudan, Tunisie, Nigéria, Angola, Centrafrique, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Burkina Faso, Sénégal, Mauritanie, etc. La plupart de ces pays subissent déjà la hausse des prix consécutive à la pandémie de Covid, pandémie qui n'a fait qu'aggraver la crise économique qui frappait déjà les populations pauvres.

Les produits alimentaires de base comme le pain, le riz, les pâtes alimentaires, l'huile de cuisine, la viande, le poisson, l'oignon, la tomate et autres légumes sont de plus en plus chers. Les prix des bouteilles de gaz, du pétrole et du transport s'envolent et entraînent ceux des autres produits à la hausse.

Dans ces conditions, comment s'étonner que chaque flambée des prix, chaque crise alimentaire se traduise par des millions de personnes basculant dans la misère la plus révoltante.

L'Organisation des Nations Unies estime qu'il y a déjà 282 millions de personnes sous-alimentées en Afrique. Hélas, ce nombre ne fera que croître durant les jours et les semaines à venir car la rapacité des capitalistes continue de plonger l'humanité vers le précipice.

Les dirigeants au pouvoir dans nos pays disent qu'ils n'ont aucune responsabilité dans la flambée des prix. Certes, ils ne sont pas responsables de la

crise économique et de la spéculation sur le marché mondial des matières premières, ni de la pandémie de Covid, ni de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Mais ils sont responsables de la dilapidation des caisses de l'État et en même temps complices du pillage des richesses naturelles de leur pays par les grandes firmes capitalistes, complices de l'exploitation des travailleurs et de la petite paysannerie. C'est en échange des miettes que leur laissent leurs maîtres des grands pays impérialistes qu'ils maintiennent l'ordre capitaliste dans leurs pays en imposant la dictature sur l'ensemble des pauvres. Crise ou pas crise, eux ils continuent de mener un train de vie de nabab. Ils jouent un rôle dans l'appauvrissement de leurs populations.

Augmenter les salaires dans les services publics pour soulager la souffrance des petits employés de l'État dans les hôpitaux, les écoles ou dans l'administration est quelque chose qu'ils peuvent décider s'ils le voulaient réellement. De même que l'augmentation générale des salaires dans le secteur privé est une décision politique qu'ils peuvent prendre. Ils peuvent aussi décider que les importateurs des produits vivriers et les commerçants grossistes diminuent leurs marges bénéficiaires pour empêcher les prix de flamber. Mais nos dirigeants sont tellement liés au monde des capitalistes dont eux-mêmes font partie, qu'ils ne prendront jamais ce genre de décisions à l'encontre des intérêts de leur classe sociale, à moins d'y être contraints par la révolte populaire.

Pour que les travailleurs ne soient pas les éternels laissés-pour-compte de ce système économique où les profits de la minorité doivent passer avant la vie et la santé de la grande majorité, ils n'ont pas d'autre choix que de s'organiser pour renverser cet ordre social profondément injuste. Sur les ruines de celui-ci, ils bâtiront une nouvelle société plus démocratique où les intérêts de l'écrasante majorité primeront sur ceux de la minorité parasite et exploiteuse.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

ZONE INDUSTRIELLE DE PK 24 : IL FAUT QUE LE TRANSPORT SOIT ENTIÈREMENT À LA CHARGE DES PATRONS !

Pour les travailleurs de la zone industrielle de PK 24, se rendre au travail ou en revenir relève d'un véritable parcours du combattant. Cette zone se trouve complètement à la périphérie de la ville d'Abidjan. Ce qui fait que le transport en commun est rare. Pour arriver au travail à l'heure le matin, il faut se réveiller très tôt. Et quand il y en a, ça coûte cher. Une grande partie du salaire y passe.

Beaucoup, pour économiser les frais de transport, montent sur les camions benne qui font des travaux par là-bas. Les chauffeurs, étant eux-mêmes des ouvriers, comprennent bien la situation et s'arrêtent souvent lorsqu'ils sont sollicités par d'autres travailleurs. Mais c'est un moyen de transport dangereux car ces camions ne sont pas habilités au transport de personnes. Les passagers sont entassés comme du bétail. En cas d'accident, il y aura forcément un drame.

D'autres font de l'auto-stop, mais c'est un moyen tellement aléatoire que les retards sont très fréquents. Quelques rares entreprises mettent des cars à la disposition des travailleurs mais ce n'est pas gratuit. Pour ceux qui y souscrivent, le salaire est amputé d'au moins 25 000 F.

Étant donné que la plupart des ouvriers sont des journaliers, ils ne peuvent pas envisager de se loger dans les environs de leur lieu de travail. Se nourrir dans cette zone éloignée de tout, est aussi compliqué et coûte cher car toute la nourriture vient d'Abidjan.

Avec le niveau actuel des salaires, le revenu des travailleurs fond comme du beurre au soleil. Ça ne coûterait pas grand chose aux patrons de mettre à la disposition des travailleurs des cars de transport gratuit. Mais ils n'accorderont cela que contraints et forcés par les travailleurs en lutte.

À NUTRI COMME AILLEURS : LA GROGNE CONTRE LES BAS SALAIRES POURRAIT SE TRANSFORMER EN GRÈVE SALUTAIRE

Depuis quelques mois, les travailleurs de Nutri, une entreprise agro-alimentaire située à la zone industrielle de Yopougon, réclament une augmentation de salaire. La grogne est montée d'un cran ces

derniers temps et les travailleurs étaient à deux doigts de se lancer dans une « *opération bandeau rouge* » pour montrer leur mécontentement face aux bas salaires. La prochaine fois, il y aura peut-être moins d'hésitation.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Aujourd'hui, ce n'est un secret pour personne que les salaires des travailleurs ne suffisent plus à couvrir les besoins les plus élémentaires. Depuis l'année dernière les prix des produits de première nécessité ne cessent de grimper de façon fulgurante. Cette année, le prix de l'huile de table et des cubes d'assaisonnement est passé du simple au double. Les loyers ne sont pas en reste. Et ça va empirer car avec la guerre en Ukraine, il faut s'attendre à de nouvelles augmentations de prix.

Les médias nous préparent déjà à cette éventualité.

Les travailleurs sont acculés de toute part, mais pour le moment ils hésitent de se lancer dans la grève car ils ne se sentent pas en position de force.

La question des bas salaires n'est pas propre à ceux de Nutri. Tous les travailleurs sont concernés. Tôt ou tard, la colère finira par exploser à la figure du patronat. Et il ne l'aura pas volée.

FONCTION PUBLIQUE : DES TRAVAILLEURS FONT FACE À LA REPRESSION

Trois travailleurs de la fonction publique ont été arrêtés et jetés en prison pour faits de grève récemment.

Depuis longtemps, les travailleurs réclament des augmentations de salaire et des primes. Avec les flambées des prix tous azimuts, ils ont plus que raison de demander des augmentations.

Depuis plusieurs mois, ils sont en négociation avec leur direction. Ne voulant rien céder aux travailleurs cette

dernière faisait trainer ces négociations. Les travailleurs ont alors décidé d'entrer en grève pour se faire entendre. Dès le début de la grève, la direction l'a taxée d'illégale. Et comme cela ne suffisait pas à casser le mouvement, elle a fait arrêter trois représentants et les a fait déférer à la Maca.

La direction croit avoir gagné de cette manière. Mais ce n'est que partie remise, les travailleurs remettront le couvert le moment venu.

POSTE DE CÔTE D'IVOIRE, NON AUX SALAIRES IMPAYÉS !

La Poste de Côte d'Ivoire est une société étatique et ses salariés ont accumulé encore deux mois d'arriéré de salaires. Alors que la deuxième

quinzaine du mois de mars est bien entamée, ils n'ont pas encore perçu leurs paies de janvier et février.

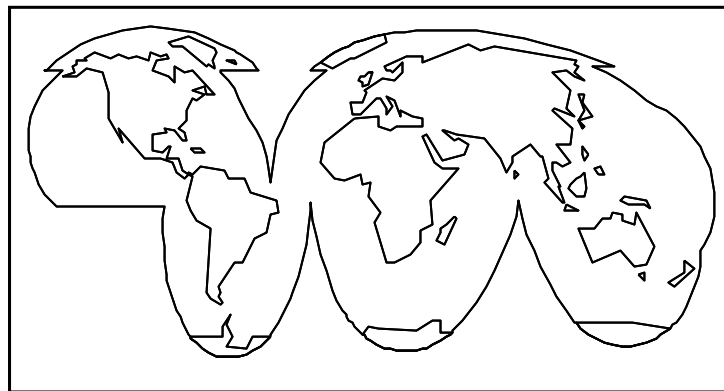
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Déjà début janvier 2022, ils avaient fait grève pour exiger le paiement immédiat de deux mois d'arriéré de salaire, c'est-à-dire ceux de novembre et de décembre 2021. Celui d'octobre n'avait été soldé que le 31 décembre 2021.

C'est donc une situation qui perdure. L'Etat comme tout patron se fiche de savoir comment leurs salariés, à qui ils exigent des rendements, arrivent à joindre les deux bouts. La pression sur les travailleurs est telle que pour le moment, c'est sur les réseaux sociaux que les travailleurs de la poste dénoncent leur situation.

Comme les travailleurs de la poste, aujourd'hui tous les travailleurs ont mille raisons de se plaindre. Surtout avec le renchérissement continu des prix des denrées de première nécessité. Cela constitue de fait une baisse continue des salaires et du pouvoir d'achat. Mais pour que cette situation change, les travailleurs, les paysans et tous les petits gens qui subissent chaque jour l'exploitation, doivent s'y mettre ensemble. C'est en faisant fi de tout corporatisme et en fédérant leurs revendications dans une lutte commune, qu'ils pourraient faire plier le patronat et le gouvernement à son service.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

UNE AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES EST INDISPENSABLE FACE À LA FLAMBÉE DES PRIX

Les prix des produits de première nécessité ont connu récemment une forte augmentation. Du jour au lendemain, les prix de l'huile et des cubes d'assaisonnement ont presque doublé. Le riz, la viande, le poisson, le sucre ont aussi connu des hausses. Des denrées comme la banane, l'igname, les légumes frais qui ne sont pourtant pas des produits d'exportation, ont eux aussi connu de fortes augmentations. Pour beaucoup de familles, le foutou par exemple, faisait partie de l'alimentation de tous les jours. Aujourd'hui, il faut attendre les jours de fête, tellement les bananes coûtent chères. Les loyers et le transport ne sont pas en reste. Les augmentations de prix sont généralisées.

Face à la grogne créée par cette série d'augmentations, le gouvernement s'est senti dans l'obligation de s'expliquer en invoquant le Covid ou encore la guerre en Ukraine. Et comme solution, pour montrer qu'il fait quelque chose, il propose le plafonnement des prix de certains produits. Mais, force est de constater que ces mesures ne

bloquent en rien les augmentations. À chaque fois, le gouvernement annonce un plafonnement des prix mais ceux-ci continuent allègrement de grimper.

Ces temps-ci, le ministère du Commerce a mis en place une brigade de contrôle des prix dans les marchés. Voilà une manière de détourner la colère des populations en faisant porter le chapeau aux petits commerçants qui ne respecteraient pas les prix.

Le gouvernement est entièrement à plat ventre devant la bourgeoisie. Tout ce qu'il fera, ce sera dans l'intérêt des capitalistes. C'est pourquoi, il est complètement impuissant face à la valse des prix.

Tout augmente, sauf les salaires. Ce qui fait que les travailleurs s'enfoncent inexorablement dans la pauvreté. Une augmentation conséquente des salaires est plus qu'une nécessité aujourd'hui pour nous les travailleurs si nous ne voulons pas crever dans la misère. Mais pour l'obtenir, une mobilisation générale du monde du travail est nécessaire.

L E U R S O C I E T E

EFFONDREMENTS D'IMMEUBLES : L'HÉCATOMBE CONTINUE ET LES AUTORITÉS VERSENT DES LARMES DE CROCODILE

Le 7 mars dernier, un immeuble habité s'est effondré sur les habitants à Angré 9^{ème} tranche, faisant plus de 6 morts. Une semaine avant, c'est l'effondrement d'un immeuble en construction à Treichville qui a fait presque le même nombre de morts et plus de 21 blessés.

Après l'accalmie d'environ un an, la ville d'Abidjan renoue avec les drames causés par des effondrements d'immeubles. Le dernier en date avant ceux de cette année, c'était le 23 février 2021 dans la commune de Cocody à Anono. Suite à cet accident qui avait fait plus de 20 morts, le gouvernement avait pondu des déclarations et des résolutions sur papier pour soi-disant sanctionner les fautifs. Mais tout cela était fait pour que l'émotion et la colère des gens tombent. Une fois le calme revenu, le ministère de la Construction a rangé tout dans le placard.

Et voilà que les mêmes drames reviennent. À Treichville, l'une des communes pauvres d'Abidjan, c'est la ministre de la Solidarité qui a été envoyée pour les habituels blablas de réconfort du gouvernement aux les

sinistrés. Quant au drame d'Angré 9^{ème} tranche, c'est le premier des ministres qui s'est déplacé. Comme un médecin après la mort, il a encore promis de prendre des mesures et des sanctions contre les promoteurs et autres affairistes de l'immobilier qui se contentent de faire le maximum de fric sans se préoccuper de la fiabilité des bâtiments. Mais on sait par avance que ce sont des paroles en l'air.

Ces autorités se contentent de faire semblant d'être préoccupés par le sort de ceux qui périssent ou perdent tous leurs biens dans ces accidents parce que ces drames se déroulent loin de leur vie. Ils vivent et dorment dans des villas-duplex bien construites qui, sauf tremblement de terre, ne s'écrouleront jamais.

Quant à l'État, il a assez de moyens financiers et humains pour construire lui-même des immeubles fiables et résistants, mais c'est un État bourgeois dont la préoccupation première est de permettre à ceux qui ont de l'argent de s'enrichir toujours plus, même si cela met en danger la vie d'autrui.

L E U R S O C I E T E

BLAGUER TUER !

Le ministre Mamadou Touré a promis de créer « *trois millions d'emplois pour les jeunes* ».

Ces gens-là font rire, quand on sait que cela fait plus de dix ans qu'ils sont au pouvoir et on les regarde. Quant à leur opposition, les Gbagbo, Bédié et autres, ils l'ont été autant d'années, eux tous ont servi la soupe aux plus riches et aggravé la situation des travailleurs. Aujourd'hui, même ceux qui ont du travail crèvent la faim. Depuis des années, tout augmente, sauf les salaires. Tous ceux qui défilent au pouvoir font de la

démagogie : d'un côté, ils ont de belles paroles pour les travailleurs et les populations les plus pauvres et de l'autre, ils défendent les intérêts des capitalistes.

Pour l'instant, leurs paroles sans lendemain ne leur ont rien coûté. Mais arrivera bien le jour où les travailleurs finiront par se fâcher ! Souhaitons que ce jour-là, les travailleurs ne se contenteront pas de quelques paroles mielleuses et des miettes tombées de la table bien garnie des riches dont tous ces politiciens se gavent, mais qu'ils renverseront la table.

POUR ARRIVER À LA SOUPE, ILS SONT PRÊTS À REMUER LA PUANTEUR !

Kouadio Konan Bertin, le ministre de la Réconciliation, s'est adressé aux dignitaires religieux et à la chefferie traditionnelle pour leur dire : « *Nous devons ériger des digues pour arrêter les torrents de haines qui conduisent aux affrontements* ».

En tout cas, il devrait savoir de quoi il parle puisqu'il est aujourd'hui « *réconciliateur* » en chef. Mais hier, quand il était au Pdc, lui-même tenait un langage de haine et reprochait même à Bédié de vouloir un peu trop manger dans la main de Ouattara. Jusqu'à ce que lui-même retourne sa veste et dame le pion à Bédié et au Pdc dans l'objectif de décrocher ce petit poste ministériel qui

semble aujourd'hui satisfaire son ventre.

Mais le problème avec tous ces politiciens de la bourgeoisie, c'est qu'ils veulent tous manger et avoir toujours une plus grande part du gâteau. Mais comme il n'y a pas assez de place pour eux tous à la mangeoire gouvernementale, ceux qui sont sur la touche seront les premiers à remuer la poubelle et remonter les mauvaises odeurs, en propageant la haine ethniste, nationaliste et xénophobe. Et comme ils savent que les chefs religieux et traditionnels eux-aussi ont faim et peuvent leur servir de relais, la boucle est bouclée.

L E U R S O C I E T E

Ceux qui paient ensuite la note, ce sont les travailleurs et les populations pauvres, car ce sont eux que les politiciens envoient pour s'entredéchirer et s'entretuer. C'est ce qu'on voit à chaque fois que des élections importantes approchent dans ce pays.

Alors, ceux-là mêmes qui prônent aujourd'hui les bonnes paroles de réconciliations et autres, sont capables de semer la haine demain lorsque que leurs intérêts seront en jeux ! Les travailleurs n'ont rien à attendre de ces gens-là.

2030 : ON N'EST PAS DEDANS !

Le premier ministre Patrick Achi s'est rendu aux USA pour rencontrer les banquiers et leur présenter le programme « Côte d'Ivoire 2030 ». Son objectif est de les attirer pour qu'ils viennent investir ici.

Il n'a certainement pas manqué de faire valoir que la main-d'œuvre est presque cadeau et corvéable à merci en Côte d'Ivoire. En effet, depuis que Bédié a modifié la réglementation du code du travail en faveur du patronat (par exemple, la suppression de l'obligation d'embauche), les capitalistes peuvent exploiter les travailleurs comme ils veulent, comme des journaliers à vie !

Tous les dirigeants politiques qui ont ensuite succédé à Bédié, feu Robert Guéi, Gbagbo et Ouattara, ont été unanimement d'accord pour

maintenir les travailleurs dans cette situation de précarité et de pauvreté. Même les dirigeants des principales centrales syndicales ne s'y sont opposés que du bout des lèvres, tellement qu'ils sont attachés au mangement que le gouvernement leur verse régulièrement en échange de leur docilité.

Les riches et leurs représentants politiques en Côte d'Ivoire parlent de 2030 mais nous ne sommes qu'en 2022. Croient-ils que les travailleurs vont attendre autant d'années sans réagir alors que leurs conditions d'existence ne cessent de se dégrader ? Ce qu'on peut souhaiter de mieux, c'est que d'ici là les travailleurs leur fassent entendre un autre son de cloche dans leurs oreilles douillettes et exigent de ne pas être traités comme des esclaves !

L E U R S O C I E T E

IL FAUT AUX TRAVAILLEURS DES LOGEMENTS DÉCENTS

Un grave incendie a ravagé plusieurs baraques communément appelé « *Sicoboïs* » à Abobo Belle Ville dans la nuit du 12 mars dernier.

L'incendie serait partie d'une bougie car les habitants de ces « *sicoboïs* », faute de moyens, n'ont pas d'électricité. Très rapidement, les flammes se sont propagées aux habitations voisines. Des bouteilles de gaz servant à la cuisine ont explosé, amplifiant du coup l'incendie. Le feu était tellement fort que toutes les baraques de l'alignement sont parties en fumée en un temps record. L'incendie a été un peu ralenti par un mur en brique donnant le temps aux habitants d'appeler les secours et de faire ce qu'ils peuvent pour éteindre le feu avec les moyens du bord, c'est-à-dire des seaux d'eaux.

Pour les habitants, c'est une véritable catastrophe. Un bébé de 5 mois a trouvé la mort, totalement calciné par les flammes, sa grande

sœur de 4 ans a pu être difficilement sauvée, mais partiellement brûlée. Avec la violence du feu, ils n'ont pu rien sauver, toutes leurs affaires sont parties en fumée. Aujourd'hui, ces habitants sont devenus des sans-abris. Certains, ne sachant où aller, dorment à la belle étoile sur le site. L'année dernière un incendie de la même nature avait tué deux personnes dans le même quartier.

Ce type de drame touche directement les travailleurs. Avec les bas salaires et les loyers qui flambent incessamment, ils sont de plus en plus mal logés. Nombre d'entre eux habitent les quartiers à risque si ce n'est pas dans les « *Sicoboïs* » où il manque de tout (eau courante, électricité, viabilisation, etc.).

C'est nous les travailleurs qui produisons toutes les richesses. La moindre des choses c'est que nous ayons accès à un logement décent.

COUPURES INTEMPESTIVES DE COURANT, LES DIRIGEANTS DU PAYS SONT RATTRAPÉS PAR LEURS FANFARONNADES

Ces deux dernières semaines, les coupures d'électricité se sont accentuées. Les microcoupures et baisses de tension sont répétitives à longueur de journée et ce sont les appareils électriques qui sont mis à mal au risque de les endommager.

Le samedi 12 mars 2022, c'est tout le pays qui a connu une coupure quasi-générale. La Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE) a reconnu que cette panne autour de 22 h 30, était liée à un incident sur le réseau haute-tension de Vridi. Elle a

L E U R S O C I E T E

aussi rassuré que ses services s'étaient mobilisés et que la situation était revenue à la normale.

Seulement dès le lendemain soir, des quartiers d'Abidjan ont encore eu des coupures. C'est le cas de Zoé Bruno à Koumassi où les populations ont été privées de courant, du dimanche 13 mars à 19 h au lundi 14 mars à 13 h. Le mardi 15 mars, ce fut le tour des quartiers du Plateau-Dokui, Aboboté et une partie d'Angré. Abobo-Doumé, Locodjro à Attécoubé et Toit-Rouge à Yopougon étaient également privés d'électricité. Et là, il n'est fait mention que des communes de la ville d'Abidjan.

Cela s'apparente fortement à un délestage, même si la CIE et le gouvernement continuent de le nier.

D'ailleurs, dans nombre de quartiers d'Abidjan c'est la norme. La

fourniture de courant est intermittente et elle n'est pas de bonne qualité. Sans un transformateur ou un bon stabilisateur, il est impossible de faire marcher le moindre appareil.

Avec la forte chaleur actuelle, la consommation des ménages connaît un pic et les équipements et installations électriques vieillissants de la CIE n'arrivent pas à tenir le rythme. La CIE et surtout le gouvernement avaient fait du boucan lors des inaugurations du barrage de Soubré et des centrales d'Azito. Ils prétendaient que désormais les coupures et délestages de courant seraient de vieux souvenirs en Côte d'Ivoire.

Mais comme on le dit, « *c'est au pied du mur qu'on voit le vrai maçon* ». Les dirigeants du pays sont à chaque fois rattrapés par leurs mensonges et fanfaronnades.

ÉDUCATION NATIONALE OU COMMENT FAIRE LONG CE QUI PEUT ÊTRE COURT !

La ministre de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation a rencontré dernièrement les journalistes pour les inviter à fournir un livre blanc sur l'école. En effet, commencées depuis juillet 2021, des consultations se font dans le cadre des États Généraux de l'Éducation et de l'Alphabétisation (EGENA). Ceux-ci doivent permettre de faire un

diagnostic et opérer des réformes pour l'école ivoirienne. Et la ministre de préciser que « *les résultats qui sortiront des états généraux ne resteront pas dans les tiroirs* ».

En quoi ces états généraux seront différents des autres, forums, ateliers, symposiums, etc. à moins que ce soit juste pour justifier des sorties d'argent et remplir quelques poches ?

L E U R S O C I E T E

Pour connaître les problèmes de l'école, il suffit de se rendre dans une école ou un lycée de la place pour les toucher du doigt. D'un côté, classes surchargées, latrines inexistantes ou inutilisables, manque de professeurs, écoles sans électricité, mauvais entretien des locaux, etc. De l'autre côté, l'État qui supprime les COGES histoire de montrer qu'il fait quelque chose devant les plaintes des parents,

mais qui en même temps, ne met pas à la disposition des écoles les subventions qui doivent leur permettre de faire face à leurs charges. Rebelote, les parents d'élèves sont encore sollicités.

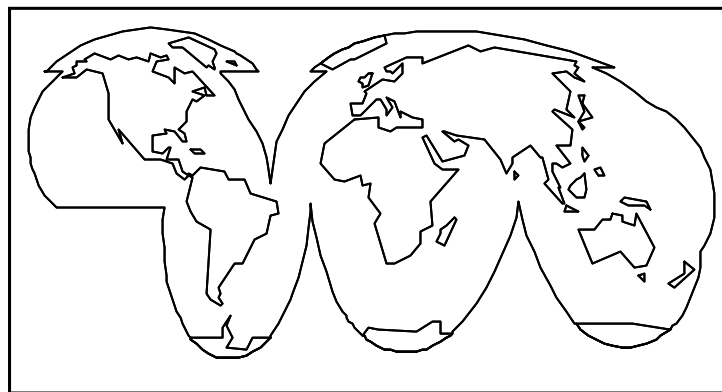
Toute cette comédie ne fait même plus rire. Ces gens montrent tout le mépris qu'ils ont pour les pauvres !

AFFAIRE D'EMPLOIS, CE N'EST PAS MAGIE-MAGIE !

À l'occasion d'un voyage aux États-Unis, Patrick Achi, premier ministre, a déclaré que « *le secteur privé va bâtir la Côte d'Ivoire de demain* ». Pour lui, c'est ce secteur qui va créer huit (8) millions d'emplois d'ici 2030.

De 2011 à 2019, l'État dit avoir créé en huit (8) ans, 2,8 millions d'emplois. Alors comment de 2022 à 2030, soit en huit (8) autres années, il compte multiplier ce chiffre par 3 ? Peut-être par magie ! Ou comme dit la chanson Paroles, Paroles, Paroles !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LA GUERRE EN UKRAINE, UNE CATASTROPHE POUR LES PEUPLES,
DES AFFAIRES EXCEPTIONNELLES POUR LES MARCHANDS DE CANONS

(Nous reproduisons ci-dessous un large extrait de l'éditorial de l'hebdomadaire Lutte Ouvrière, publié en France le 16 mars 2022)

La guerre est toujours une calamité pour les gens du peuple. D'Ukraine, nous viennent les images d'une tragédie : des files de gens terrorisés qui abandonnent tout, des HLM (Habitations à Loyers Modérés) défoncés et les cadavres de ceux qui n'ont pas pu fuir à temps. Mais elle n'est pas une tragédie pour tout le monde.

Les marchands d'armes se frottent les mains en pensant aux bénéfices qu'ils vont en tirer. La semaine du début de l'offensive russe, l'action de Thalès, ce groupe d'armement qui fournit l'électronique des avions Rafale de Dassault, a bondi de 30 %. Le PDG de ce groupe, qui devait annoncer au même moment les résultats historiques de son entreprise pour l'année 2021, a pu ajouter que les résultats à venir seraient encore plus impressionnants. [...]

Les médias et le gouvernement ont expliqué que les prix des carburants allaient augmenter parce que l'approvisionnement du pétrole en provenance de Russie allait être bloqué. Mais, alors qu'il n'y a même pas encore eu le moindre blocage, les prix de l'essence, du gaz et du fioul se sont envolés ! En réalité, les trusts du pétrole comme Total, BP ou Esso se sont entendus pour pousser les prix à la hausse. Et ensuite la spéculation financière a fait le reste.

La spéculation touche tous les secteurs. L'Ukraine étant un important producteur de blé, le prix de cette céréale a battu son record absolu. Partout, les denrées alimentaires vont être encore plus chères. Mais dans les pays pauvres, cela signifie des famines programmées. Et comme au Moyen Âge, c'est quand la pénurie est la plus aiguë que les accapareurs font les affaires les plus juteuses.

La guerre est une gigantesque affaire commerciale. Les industriels du textile vont récupérer les marchés de fournitures aux armées. Ceux de l'agroalimentaire vont se charger de les nourrir. Ils feront comme les trusts du pétrole ont fait avec l'essence : profitant de leur position dominante, ils fixeront leurs prix. Les banques en profiteront aussi pour endetter les États qui vont augmenter leurs dépenses d'armement. Et les États feront payer les populations.

Les sanctions mises en place par les pays occidentaux contre la Russie vont aussi attiser les rivalités économiques au sein du camp occidental. Les États-Unis, qui viennent de déclarer l'embargo sur le gaz russe, veulent que les pays européens fassent de même. Les groupes pétroliers américains espèrent bien récupérer les marchés des entreprises russes en Europe. Peut-être cela fera-t-il les affaires d'EDF (Électricité de France) qui augmentera

alors ses exportations d'électricité produite par ses centrales nucléaires. Mais cela s'oppose directement aux intérêts des industriels allemands pour qui le gaz russe est une des sources énergétiques principales. Les combats militaires ne mettent pas fin à la guerre économique. Ils en sont le prolongement.

Les prolétaires ukrainiens paient déjà les rivalités entre les grandes puissances occidentales et la Russie par du sang et des larmes. Les prolétaires russes le paient aussi par le renforcement de la dictature de Poutine et vont le payer plus encore avec le blocus que veulent mettre en

place les Occidentaux et qui risque de leur faire revivre l'effondrement économique catastrophique qu'ils ont vécu il y a trente ans, au moment où Eltsine a organisé l'éclatement de l'URSS.

Mais nous, prolétaires ici en France, sommes aussi dans le même bateau. Le gouvernement français prétend que désormais, à cause du conflit en Ukraine, tout le monde va devoir se serrer la ceinture et que, riches et pauvres, nous serions tous concernés. C'est de la propagande pour nous mettre à la remorque des intérêts des trusts français. [...]

Nous, travailleurs de Côte d'Ivoire, même si nous vivons à des milliers de kilomètres du théâtre de cette guerre fratricide, nous sommes concernés par ses retombées économiques sur notre vie quotidienne. Nous subissons déjà les conséquences directes et indirectes du renchérissement des prix du blé, du gaz, du pétrole dont la Russie et l'Ukraine sont de grands exportateurs. Cela entraînera d'autres augmentations de prix en cascade. Notre maigre pouvoir d'achat déjà largement grignoté par les précédentes flambées des prix sera une fois de plus impacté par les contrecoups de ce conflit et de la rapacité des

spéculateurs. Il est vital que nos salaires soient augmentés de manière conséquente pour rattraper ce que nous avons perdu au cours des années et des décennies précédentes et pour faire face aux nouvelles hausses des prix qui s'abattent déjà sur nous et qui vont s'amplifier encore plus dans les prochains jours.

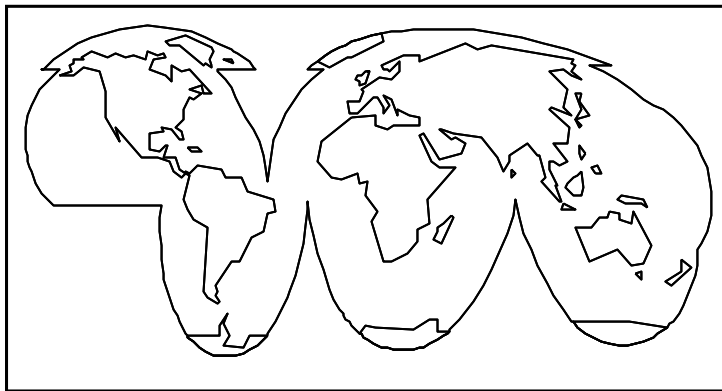
Dans cette société dominée par les exploiters et les parasites, nous ne pouvons compter ni sur le gouvernement ni sur le patronat car ceux-là sont de mèche pour nous maintenir dans la misère afin qu'eux puissent ramasser le maximum de richesses que nous produisons grâce à notre travail et notre sueur.

Nous ne pouvons pas non plus compter sur les dirigeants des grandes centrales syndicales qui mangent dans la main des possédants et du pouvoir en place, et qui se sont néanmoins autoproclamés défenseurs attirés de nos intérêts de salariés. Ils sont choyés et payés pour jouer le rôle de pompiers de service lorsque le feu de la révolte sociale menace la sécurité du pouvoir et les profits de la bourgeoisie.

Si nous ne réagissons pas collectivement en tant que classe

exploitée pour défendre nous-mêmes nos propres intérêts face à la classe des exploités, nous allons nous enfoncer encore plus dans la misère. Notre salut dépend de notre capacité de nous mobiliser, de rassembler nos forces tout en nous méfiant de nos faux amis que sont les politiciens au pouvoir ou dans l'opposition ainsi que les dirigeants des grandes centrales syndicales qui roulent pour eux.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.